

## **RAPPORT PROVISOIRE D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT** **AU PREMIER TRIMESTRE 2013**

L'état d'exécution provisoire du budget général de l'Etat au premier trimestre 2013, se présente comme suit :

- des recettes totales d'un montant de 99,4 milliards de FCFA à fin mars pour une prévision budgétaire annuelle de 410,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 24,2 % ; par rapport au premier trimestre 2012, on note une augmentation de 16,9%.
- des dépenses courantes et prêts nets qui s'élèvent à 92,9 milliards de FCFA pour 352,1 milliards de FCFA prévu par le budget à fin décembre. Le taux d'exécution par rapport au Budget s'élève à 26,4%. Par rapport au premier trimestre 2012, on note une augmentation de 19,7% des dépenses courantes et prêts nets ;
- un niveau d'exécution des dépenses d'investissement de 10,0 milliards de FCFA. Par rapport à la prévision annuelle du Budget qui s'élève à 350,9 milliards de FCFA, le taux d'exécution à fin mars représente seulement 2,8% et 51,0% de baisse par rapport à fin mars 2012 ;
- des instances de paiements nettes tant intérieures et extérieures d'un montant de 7,5 milliards pour une réduction annuelle prévue pour 23,0 milliards de FCFA ;
- un financement intérieur net de 4,6 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 1,7 milliards de FCFA pour des prévisions budgétaires annuelles respectives de 36,6 milliards de FCFA et 272,0 milliards de FCFA ;
- un montant total d'impayés au titre du principal de la dette extérieure de 0,1 milliard de FCFA pour une prévision annuelle nulle.

### **A Recettes de l'Etat**

Les recettes totales à fin mars 2013 se chiffrent à 99,4 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 410,5 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 24,2%. Par rapport au premier trimestre 2012, on note une augmentation de 16,9%.

Ces recettes se décomposent en recettes budgétaires et non budgétaires qui se présentent comme suit :

#### **A-1 Recettes du Budget Général**

Elles comprennent les recettes fiscales budgétaires et les recettes non fiscales budgétaires. Elles se chiffrent 99,4 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 410,5 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 24,2%.

##### **A-1.1 Recettes fiscales budgétaires**

Les recettes fiscales budgétaires s'élèvent à 91,7 milliards de F CFA pour une prévision budgétaire annuelle de 363,9 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 25,3%. En glissement annuel, on note une augmentation de 15,5%. Elles comprennent les impôts directs et indirects liquidés par l'administration des impôts, ainsi que des contributions indirectes liquidées par l'administration des douanes.

## ✓ **Les Impôts directs et indirects liquidés par l'administration des impôts**

Au 31 mars 2013, les recouvrements fiscaux de la Direction Générale des Impôts ont atteint 37,7 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 158,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 23,8% et une augmentation de 5,5% par rapport au niveau obtenu à la même période de l'année 2012. Il s'agit des impôts directs et indirects pour des montants respectifs de 18,5 milliards de FCFA (27,1% de réalisation par rapport à la prévision budgétaire annuelle) et 19,2 milliards de FCFA (21,2% de réalisation par rapport à la prévision budgétaire annuelle). Par rapport au premier trimestre 2012, on note une augmentation de 17,5% des impôts directs et une diminution de 3,9% des impôts indirects.

## ✓ **Les Contributions indirectes liquidées par l'Administration des Douanes**

Les contributions indirectes liquidées par l'Administration des Douanes au 31 mars 2013 se chiffrent à 54,2 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 205,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 26,4%. Cette performance de la DGD, si elle se poursuit, devrait permettre d'atteindre le niveau projeté pour l'année 2013. En glissement annuel, on note une augmentation de 23,6%.

### **A-1.2 Recettes non fiscales budgétaires**

Elles se composent essentiellement des produits des participations financières, des recettes des services et des revenus du domaine.

Au 31 mars 2013, les recettes non fiscales budgétaires s'élèvent à 7,5 milliards de FCFA pour une prévision budgétaire annuelle de 46,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 16,1%. Par rapport au premier trimestre 2012, on note une augmentation de 50,4%.

### **A-2 Recettes non budgétaires**

Au 31 mars 2013, les recettes non budgétaires d'un montant nul pour une prévision budgétaire annuelle nulle.

## **B Dépenses courantes et prêts nets de l'Etat**

Les dépenses courantes et prêts nets, constituées essentiellement des dépenses courantes budgétaires et des dépenses courantes non budgétaires s'élèvent à 92,9 milliards de FCFA pour 352,1 milliards de FCFA prévu par le budget pour l'année 2013. Le taux d'exécution par rapport au Budget s'élève à 26,4%. Par rapport au premier trimestre 2012, on note une augmentation de 19,7% des dépenses courantes et prêts nets ;

### **B-1 Dépenses courantes budgétaires**

Les dépenses courantes budgétaires ont connu un niveau d'exécution de 92,7 milliards de FCFA pour une prévision annuelle du budget de 352,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 26,3%.

Les dépenses courantes budgétaires comprennent :

- **des dépenses de personnel** d'un niveau d'exécution de 24,7 milliards de FCFA pour un montant de 125,3 milliards de FCFA prévu par le budget pour l'année 2013, soit un taux d'exécution de 19,7%. Par rapport au premier trimestre 2012, on note une diminution de 12,5%.

- **d'autres dépenses courantes** de 62,1 milliards de FCFA, pour des prévisions annuelles de 196,6 milliards de FCFA au titre du budget, soit un taux d'exécution de 31,6%. On note une augmentation de 42,1% par rapport au niveau atteint à fin mars 2012. Cette hausse provient essentiellement des dépenses de biens et services (matériel, communes diverses, entretien bâtiments...), de transferts et subventions (bourses et stages, subventions, secours, dette viagère, contributions diverses...).
- **des intérêts dus au titre de la dette publique** d'un montant de 5,9 milliards de FCFA, pour une prévision annuelle de 30,1 milliards de FCFA du budget, soit un taux d'exécution de 19,7%.

Ces intérêts se répartissent comme suit :

- ✓ 5,3 milliards de FCFA dus au titre de la dette intérieure pour 20,7 milliards de FCFA prévu à fin décembre et
- ✓ 0,6 milliard de FCFA dû au titre de la dette extérieure pour 9,4 milliards de FCFA prévus à fin décembre 2013.

Les prêts nets ont connu un niveau d'exécution de - 0,2 milliard de FCFA pour une prévision nulle du budget.

## **B-2 Dépenses courantes non budgétaires**

Les dépenses courantes non budgétaires dont le montant est 0,4 milliard de FCFA à fin mars 2013 sont constituées essentiellement des dépenses des comptes spéciaux et des dépenses courantes sur financement extérieur. Tout comme à fin mars 2012, les dépenses courantes sur financement extérieur sont nulles en raison de l'absence d'appui budgétaire au premier trimestre 2013.

## **C Dépenses d'investissement**

Au 31 mars 2013, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement s'élève à 10,0 milliards de FCFA. On note une baisse de 51,0% par rapport au premier trimestre 2012. Des efforts restent à faire pour atteindre le niveau prévu en fin d'année par le budget de l'Etat qui se chiffre à 350,9 milliards de FCFA.

A fin mars 2013, les dépenses d'investissement comprennent 2,4 milliards de FCFA de dépenses d'investissement sur financement externe (2,4 milliards de FCFA d'emprunts liés aux projets et d'un montant nul de dons liés aux projets ) et 7,6 milliards de dépenses d'investissement sur ressources propres dont les montants prévus au titre de l'année 2013 par le budget se chiffrent respectivement à 247,6 milliards de FCFA et 103,3 milliards de FCFA.

### **C-1 Dépenses d'investissement sur financement Externe**

Les dépenses d'investissement ordonnancées sur ressources externes, se chiffrent à 2,4 milliards de FCFA pour une prévision de 247,6 milliards de FCFA du budget pour l'année, soit un taux d'exécution de 1,0%. Il s'agit des dépenses effectuées sur emprunts (emprunts liés aux projets) qui sont de 2,4 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 166,2 milliards de FCFA par le budget ; et des dépenses d'investissement effectuées sur dons (dons projets) d'un montant nul.

### **C-2 Dépenses d'investissement sur financement Interne (BIE/BG)**

Au 31 mars 2013, le montant total des dépenses d'investissement sur ressources internes s'élève à 7,6 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 103,3 milliards de

FCFA soit une réalisation de 7,4% par rapport au budget. Par rapport au premier trimestre 2012 on note une augmentation de 116,7%.

#### **D Dépenses par secteur de pauvreté**

Il s'agit des dépenses effectuées au profit de la santé, de la protection sociale et des diverses catégories d'enseignement.

La situation des dépenses publiques par secteur de pauvreté au premier trimestre 2013 se présente comme suit :

- **dépenses de personnel** ; le montant total des dépenses de personnel ordonnancées s'élève à 7,4 milliards de FCFA pour un montant annuel de 57,3 milliards de FCFA prévu et autorisé par le budget, soit un taux d'exécution de 13,0%.
- **dépenses de fonctionnement** ; le montant total des dépenses de fonctionnement ordonnancées s'élève à 0,1 milliard de FCFA pour un montant annuel de 4,2 milliards de FCFA prévu au budget dont 3,4 milliards de FCFA ont été autorisés, soit un taux d'exécution de 3,2%.
- **dépenses de transfert** ; le montant total des dépenses de transfert ordonnancées se chiffre à 5,1 milliards de FCFA pour un montant annuel de 19,8 milliards de FCFA prévu au budget dont 14,1 milliards de FCFA ont été autorisés, soit un taux d'exécution de 36,2%.
- **dépenses d'investissement** ; le montant total des dépenses d'investissement ordonnancées est de 0,04 milliard de FCFA pour un montant annuel de 8,6 milliards de FCFA prévu et autorisé, soit un taux d'exécution de 0,4%.

#### **E Opérations Financières consolidées de l'Etat**

Le montant total des recettes de 99,4 milliards combinées à des dépenses totales (y compris les dépenses d'investissements) de 102,9 milliards donne un solde primaire intérieur excédentaire de 4,8 milliards de FCFA contre une prévision déficitaire de 14,5 milliards de FCFA. Cette amélioration de l'exécution du budget s'explique par une bonne réalisation des recettes et une maîtrise des dépenses.

Le solde global sur la base des ordonnancements, en déficit de 3,5 milliards de FCFA, a été financé en partie par des instances de paiements nets de 7,5 milliards de FCFA.

Le solde global, base encaissements /décaissements, positif de 4,1 milliards de FCFA qui en découle a été financé par des ressources internes nettes pour un montant de -1,0 milliards de FCFA et des ressources externes de 1,7 milliards.

Le financement intérieur comprend un désengagement vis-à-vis du système bancaire pour -9,5 milliards de FCFA et un financement intérieur non bancaire de 8,5 milliards de FCFA.